

Morgan, Roger and Bray, Caroline (Ed.), *Partners and Rivals in Western Europe : Britain, France and Germany*. Hampshire (Engl.), Gower Publishing Company, 1986, 288 p.

Serge Bernier

Volume 19, Number 1, 1988

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/702327ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/702327ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (print)

1703-7891 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this review

Bernier, S. (1988). Review of [Morgan, Roger and Bray, Caroline (Ed.), *Partners and Rivals in Western Europe : Britain, France and Germany*. Hampshire (Engl.), Gower Publishing Company, 1986, 288 p.] *Études internationales*, 19(1), 195–197. <https://doi.org/10.7202/702327ar>

participation au Sommet des pays francophones ».

Voici le souffle de réconciliation. Morin a rendu témoignage: depuis 1961 jusqu'à 1984, Ottawa et Québec se sont affrontés. L'auteur en résume ainsi l'essentiel:

À partir de 1961, le Québec avait agi dans plusieurs domaines touchant directement les relations internationales. Il s'était graduellement doté d'un réseau de délégations à l'étranger; en 1965 il avait conclu des ententes formelles avec la France; il avait, en 1968-1969 et par la suite, pris part en son nom à des conférences internationales. En 1970-1971, il était devenu gouvernement participant à la première organisation internationale de la francophonie de nature gouvernementale: l'Agence de Coopération culturelle et technique. Il s'intéressa aussi aux programmes d'assistance aux pays en voie de développement, multiplia ses contacts avec les représentants étrangers à Ottawa ou à Québec et accrut les rapprochements internationaux par un nombre impressionnant de missions ministérielles et techniques (p. 369).

Deux visions du fédéralisme se sont affrontées pendant plus de 20 ans; à la fin de cette période, Québec se retrouve en situation unique. Province d'un État fédéré, ses relations internationales ont acquis une dimension que personne n'imaginait au départ et Québec jouit d'une visibilité et d'une latitude unique au monde.

D'un grand intérêt pour les Québécois qui s'y référeront comme à un journal de bord, ce livre permettra à ceux et celles de l'extérieur de cerner un peu mieux quels intérêts avait le Québec de cette époque à tout mettre en oeuvre pour assurer sa visibilité, son autonomie, voire son leadership auprès des autres pays.

Claudette BEAULIEU

Éducation permanente
Université de Moncton, Nouveau-Brunswick,
Canada

EUROPE DE L'OUEST

MORGAN, Roger and BRAY, Caroline (Ed.), *Partners and Rivals in Western Europe: Britain, France and Germany*. Hampshire (Engl.), Gower Publishing Company, 1986, 288p.

Les éditeurs désiraient traiter, pour les années 1955-1985, de la nature des nombreux liens qui unissent les trois grands de la CEE. La méthode qu'ils ont choisie: faire préparer par divers experts de courtes études. Sept personnes ont donc abordé quatorze domaines différents, mais complémentaires, dont l'histoire, l'économie, les relations bilatérales, les fonctions publiques, la communauté européenne, la haute technologie, les politiques étrangères, la défense et la souveraineté.

Dès l'abord, disons que l'engagement qu'avaient pris Morgan et Bray a été tenu. Mais la réussite de leur entreprise est mitigée. La personne déjà informée pourra, en consultant l'ouvrage, rafraîchir son savoir et prendre notes de données qui ont pu lui échapper jusque-là. Il ne faut en effet pas s'attendre à rencontrer beaucoup de neuf, dans *Partners and Rivals*, même au niveau de la réflexion.

L'aperçu historique, qui ouvre le livre, a été préparé par Roger Morgan: il est plutôt bref, superficiel et sans grande rigueur. Avancer que la France a opposé son premier refus à l'entrée de la Grande-Bretagne dans la CEE parce que les Britanniques ne voulaient pas changer leurs relations avec les États-Unis est abusif (p. 11). En fait, l'Angleterre aurait voulu se joindre à la Communauté en y obtenant un statut spécial: l'aspect communautaire britannique se serait concentré au niveau industriel, laissant presque entièrement de côté l'agricole, une donnée qui, au cours des ans, est devenue importante, même aux yeux des Allemands. Le 'refus' était plus celui que l'Angleterre opposait à la Communauté telle qu'elle était, qu'une non acceptation têtue de la France. Et ce n'était pas la première fois que la Grande-Bretagne restait à l'écart. Rappelons-nous la CECA, en 1950, et l'échec de la CED, en 1954, échec largement dû à l'absence

britannique dans la structure de défense que l'on voulait mettre en place.

Morgan a toutefois raison lorsqu'il avance que les relations franco-britanniques, durant la période sous étude, bien que stables, n'ont pas été marquées par la plus grande cordialité (p. 23).

Dans tous les textes, une redondance saute aux yeux : celle qui souligne, d'une part, la force du lien franco-allemand à l'intérieur de la CEE et, d'autre part, la relative faiblesse de ceux reliant Londres à Bonn et, encore plus, Londres à Paris. On a donc choisi de ne pas trop mettre d'accent sur l'ampleur de quelques-uns des différends franco-allemands entre autres, ceux portant sur la réunification et le dialogue RFA-URSS.

Ainsi, Helen Wallace dans « The Conduct of Bilateral Relationships by Governments » fait d'abord une excellente analyse des hauts et des bas des relations franco-britanniques depuis 1950. Elle pose un regard optimiste sur le bon dialogue instauré entre Thatcher et Mitterrand. Mais conclut que ce sont les échanges franco-allemands qui sont les plus performants, même en 1985, soit après la fin de l'ère Schmidt-Giscard. « The Ingrained Reflexes of both the French and German governments to rely on their established relationship will not easily give way to a more finely-balanced triangle. » (p. 154). Or, William Wallace dans « Defence: the Defence of Sovereignty or the Defence of Germany » renchérit sur ce thème. Dans « Foreign Policy: the Management of Distinctive Interests » William Wallace, encore, continue dans cette veine tout en lui ajoutant une autre dimension : le fait que la Grande-Bretagne reste hésitante quant à la profondeur et à la priorité qu'elle doit donner à son engagement continental (p. 223). Morgan, dans tous ses articles, abonde dans le sens des Wallace. Son « Communication Between Political Elites », par exemple, conclut que les relations franco-allemandes dominent dans ce domaine.

L'aspect économique de la vie du triangle franco-germano-britannique fait l'objet de trois excellents articles. Geoffrey Shepherd mène très bien « A Comparison of the Three

Economies ». Ici encore, France et RFA ressortent avec plus de points de similitude entre elles qu'avec la Grande-Bretagne : les deux premiers pays pensent plus que le troisième en fonction du cadre européen ; ils sont également plus interventionnistes et plus efficaces. Cela dit, il existe beaucoup de points communs aux trois, souligne avec justesse Shepherd, dont la structure industrielle et le fait qu'ils ont des économies mixtes et ouvertes.

Christopher Layton, dans « The High-Tech Triangle », s'arrête aux réussites européennes dans des technologies de pointe mais déplore le fait que la collaboration industrielle européenne soit bien loin de son niveau maximal (p. 203).

Quant à Nicolas Bayne, dans « International Economic Policy Coordination », il insiste beaucoup sur le rôle que pourrait jouer la Grande-Bretagne dans les forums économiques internationaux dont les Sommets des Sept ... en tant qu'intermédiaire entre l'axe franco-allemand et les États-Unis. Cela pourrait permettre à la Grande-Bretagne de se rapprocher du centre de la coalition franco-allemande, prétend-il.

L'idée d'un plus grand rapprochement vers la France et la RFA et la prétention qu'il faut viser à obtenir un relâchement du lien franco-allemand ne sont pas l'apanage de Bayne. Morgan décrit, dans son ouverture, les relations trilatérales d'une façon que tout spécialiste ne trouvera pas nouvelle : en gros, la Grande-Bretagne tenterait, depuis plusieurs années, un rapprochement avec la RFA, dans l'espoir de détendre les liens franco-allemands. Or, ceux-ci s'avèrent être plus forts que prévus.

Mais les Britanniques sont-ils prêts à véritablement affaiblir l'axe Paris-Bonn ? Bayne, toujours, qui est membre du service diplomatique britannique écrit : « ...it is not a British interest to see relations between France and Germany deteriorate to a point where either turns to Britain as an alternative to each other. » (p. 181).

Caroline Bray, dans « National Images, the Media and Public Opinions » (p. 54 à 77), explique que les presses nationales perpétuent

trop souvent des stéréotypes pas toujours flatteurs des peuples voisins. De plus, les journalistes personnalisent les échanges, laissant hors du coup les masses sous le prétexte qu'elles se désintéressent de questions communautaires. Les sondages qu'elle cite (voir pp. 66-67) sont déprimants pour les défenseurs du renforcement de l'axe franco-britannique (dont nous sommes) dans la CEE. En effet, entre 1970 et 80 la confiance réciproque entre les habitants de ces deux pays a décliné. Une solution: l'information. Or, plus loin, dans « Cultural and Information Policy in Bilateral Relations », Bray est pessimiste quant aux résultats pratiques et tangibles obtenus auprès des peuples suite aux efforts fournis par chacun des trois pays pour mieux se faire connaître de ses deux partenaires.

C'est à Morgan que revient le privilège de conclure au nom de tous les contributeurs au livre. Les trois pays, dont on a démontré, tout au long des pages, qu'ils sont à la fois partenaires et rivaux, représentent les deux tiers de la force économique de la CEE. Leur entente sur un point ne veut pas dire que tous les autres membres de la Communauté se rallieront. Toutefois, leur résistance commune à une conception venant d'un autre partenaire empêcherait certainement celle-ci d'aller plus loin.

Il y a intérêt à renforcer le triangle Paris-Londres-Bonn, toujours selon Morgan, qui propose quelques moyens dont des communications plus fréquentes et ouvertes au sommet, un enseignement plus poussé, dans chaque pays, de la langue et de l'histoire contemporaine des deux autres, ou de plus nombreux échanges de fonctionnaires. Curieusement, Morgan ne relève pas le fait que ce type d'action risque de conduire à un directoire des trois au sein de la CEE. Apparemment, il s'accommoderait assez bien de cette éventualité alors que Helen Wallace dans « Related, Translateral and Multilateral Negotiations in the European Community » (p. 156 à 174) rejette l'hypothèse du directoire, le qualifiant même d'impossible.

Plusieurs aspects de cette étude s'inscrivent du côté négatif du bilan que nous dressons. Certains sont inévitables du fait de la

nature de l'ouvrage. Par exemple il contient plusieurs contradictions ainsi que de nombreuses, trop nombreuses répétitions. On parle au présent de faits se déroulant en 1985 et qui sont complètement dépassés aujourd'hui, surtout lorsqu'ils concernent la France. D'autre part, les auteurs lancent des généralités qui relèvent, souvent, du préjugé favorable ou non (on remarquera que plusieurs des articles ont très peu de renvois). Le pire à ce niveau est « The Role of the Three Civil Services » (p. 102 à 119) où David Gladstone, membre du service diplomatique britannique, multiplie les clichés. Ainsi, la Grande-Bretagne est moins légaliste que la France et l'Allemagne: elle n'aurait pu signer un traité du genre de celui sur lequel Français et Allemands se sont entendus en 1963 (p. 118). Dans des discussions à trois, les deux continentaux font souvent front commun, la Grande-Bretagne devenant « the odd man out » (p. 118).

Quant à y être, Gladstone aurait aussi pu ajouter le cliché suivant, qui saute aux yeux de tout lecteur attentif de *Partners and Rivals*: en Grande-Bretagne, le principe insulaire est encore bien ancré et les engagements fermes vis-à-vis de la Communauté, bien qu'ayant énormément crû depuis 1973, sont encore bien loin de ceux qu'ont pris les deux autres pays étudiés.

Terminons sur l'observation suivante. Les éditeurs ont choisi de se concentrer sur les trois pays que l'on sait. Or, il apparaît que l'on ne peut en parler sans mentionner les États-Unis dans au moins cinquante pages. Par contre, il apparaît évident que les autres membres de la CEE peuvent effectivement être laissés pour compte, lorsque l'on s'intéresse au triangle France-Angleterre-RFA. En effet, le Portugal est mentionné dans une page; l'Espagne, dans trois; les Pays-Bas, la Belgique, le Luxembourg, en tout et pour tout, incluant le terme Benelux, dans 23; et l'Italie, dans 24. Existe-t-il un meilleur révélateur de la nationalité des auteurs?

Serge BERNIER

Ministère de la Défense nationale, Ottawa